

AP N° 2022-MD-96-IC

Arrêté préfectoral de mise en demeure

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-A-21-IC du 20 mars 1997 autorisant VIVESCIA à exploiter ses installations à Saint-Remy-sur-Bussy ;

Vu le rapport du 29 avril 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 1^{er} avril 2022 des installations exploitées par la société VIVESCIA à Saint-Remy-sur-Bussy, un point chaud est apparu dans la cellule 28 du silo, stockant environ 200 t de colza le 31 mars 2021. La procédure interne « Mesures à prendre en cas d'incendie de silo » a été mise en œuvre et les secours mobilisés suite à la détection de ce point chaud. Il a été constaté le jour de la visite que le système de supervision de la thermométrie était défaillant et n'était pas conforme aux prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-A-21-IC du 20 mars 1997 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société VIVESCIA, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51 100), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Saint-Rémy-sur-Bussy (51 600), de respecter les prescriptions suivantes, selon les dispositions définies dans le présent arrêté : l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°97-A-21-IC du 20 mars 1997 relatif aux conditions de stockage et à la thermométrie.

Article 2 :

Les prescriptions de l'article 1 sont à respecter d'ici le 30 juin 2022.

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51 036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de la commune de Saint-Rémy-sur-Bussy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à la société VIVESCIA dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader 51 100 REIMS.

Châlons-en-Champagne, le **12 MAI 2022**

**Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général**


Emile SOMBBO